



BULLETIN de PRESSE représentation en France

CETRAL

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184

15 JUILLET 1982 - N° 36

DECLARATION DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN

"LA SEULE FAÇON D'ÉVITER UNE CONFLAGRATION GÉNÉRALE EN AMÉRIQUE CENTRALE EST CELLE D'ARRIVER À UNE SOLUTION NEGOCIÉE DES CONFLITS REGIONAUX, A AFFIRMÉ LE COMMANDEMENT GÉNÉRAL DU FRONT FARABUNDO MARTI POUR LA LIBÉRATION NATIONALE -FMLN- DU SALVADOR".

DANS UNE LONGUE ANALYSE DES MENACES D'AGRESSION DES ÉTATS-UNIS ET DE L'AGGRAVATION DE LA VIOLATION DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE SALVADORIEN, LES DIRIGEANTS DU FMLN ONT REITÉRÉ LEUR VOLONTÉ DE PAIX ET LEUR DISPOSITION À NEGOCIER.

LE DOCUMENT DU COMMANDEMENT GÉNÉRAL DU FMLN, SIGNÉ PAR FERMAN CIENFUEGOS, JOAQUIN VILLALOBOS, SHAFICHK JORGE HANDAL, ROBERTO ROCA ET SALVADOR CAYETANO CARPIO, LANCE UN APPEL AUX PEUPLES CENTRE-AMÉRICAINS À DÉFENDRE L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ DEVANT LE RAPPROCHEMENT DU DANGER D'UNE INTERVENTION MILITAIRE NORD-AMÉRICAINNE.

LE COMMUNIQUÉ SIGNALÉ QUE L'INTERVENTION DES FORCES ARMÉES DU HONDURAS DANS LE DÉPARTEMENT DE MORAZAN EST UN PREMIER PAS D'UNE AGRESSION BIEN PLUS GRANDE.

"IL EST POSSIBLE DE PRÉVOIR MAINTENANT L'ENVOI, EN AMÉRIQUE CENTRALE, DE TROUPES U.S. ET LA COMBINAISON DE L'AGRESSION CONTRE LE PEUPLE SALVADORIEN AVEC L'INVASION DU NICARAGUA, L'OCCUPATION DU HONDURAS ET SA TRANSFORMATION EN BASE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS POUR S'ASSURER LEUR DOMINATION SUR TOUTE L'AMÉRIQUE CENTRALE, POUR ENTREPRENDRE ENSUITE LES ACTIONS CONTRE CUBA ET LA GRENADÉ".

LE COMMANDEMENT GÉNÉRAL DU FMLN PRÉCISE QU'IL Y A DÉJÀ BEAUCOUP PLUS DE MILITAIRES NORD-AMÉRICAINS AU HONDURAS QU'AU SALVADOR ET AU GUATEMALA ET QUE DES CENTAINES DE MILLIONS DE DOLLARS SONT INVESTIS DANS LA MODERNISATION DE SES AÉROPORTS ET QUE DES MILLIERS DE CONTRE-REVOLUTIONNAIRES NICARAGUAYENS SONT STATIONNÉS AU HONDURAS.

LE DOCUMENT RAPPELLE QUE LES RÉVOLUTIONNAIRES DU SALVADOR ONT DÉPLOYÉ BIEN DES EFFORTS POUR ARRIVER À UN DIALOGUE AVEC LES AUTORITÉS DU HONDURAS, TOUT EN INDIQUANT QU'ILS RESTENT TRÈS RÉALISTES.

"NOUS SAVONS QUE NOS ENEMIS ACHARNÉS NE VEULENT PAS S'ARRÊTER MAIS QU'ILS AVANCENT DE PLUS EN PLUS VERS UNE AGRESSION CONTRE NOTRE PATRIE ET CONTRE L'AMÉRIQUE CENTRALE", AJOUTENT LES CINQ COMMANDANTS DU FMLN.

LE COMMUNIQUÉ PRÉCISE QUE L'ARMÉE HONDURIENNE EST INCAPABLE DE METTRE EN ÉCHEC LES FORCES DU FMLN, CE QUI REND PLUS PROBABLE UNE INTERVENTION NORD-AMÉRICAINNE, POUR IMPOSER LEURS OBJECTIFS DANS LA RÉGION.

"LE FMLN A PRIS LA DÉCISION INÉBRANLABLE DE COMBATTRE, LES ARMES EN MAIN, N'IMPORTE QUEL ENVAHISSEUR ET DÉCLARE SA DISPOSITION DE FAIRE DES PACTES D'UNITÉ AVEC TOUS CEUX QUI ASSUMENT UNE POSITION DE DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE", PRÉCISE LE DOCUMENT DU COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE LA GUERRILLA DU SALVADOR.

4° P. 11798

DECLARATION DE LA COMMISSION POLITICO-DIPLOMATIQUE DU FMLN-FDR

Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale et le Front Démocratique Révolutionnaire FMLN-FDR d'El Salvador ont demandé à tous les gouvernements démocratiques qu'ils exigent l'arrêt de l'intervention militaire du Honduras au Salvador.

Un appel dans ce sens a été fait par Héctor OQUELI, de la Commission Politico-Diplomatique du FMLN-FDR, qui a déclaré que les forces démocratiques du monde doivent condamner l'agression hondurienne et exiger le retrait immédiat des troupes.

"L'intervention hondurienne est une conséquence des plans de l'administration de Ronald REAGAN pour faire de l'Honduras un Etat gendarme d'Amérique Centrale, pour essayer de freiner les luttes populaires de la région", a-t-il signalé.

Pour sa part M. José Napoleon RODRIGUEZ RUIZ, membre de la Commission Politico-Diplomatique a déclaré que la lutte dans son pays s'oriente, en ce moment, aussi, vers la défense du territoire national puisque sa souveraineté est en train d'être violée par l'armée du Honduras.

"En ce moment, nous avons des prisonniers honduriens qui ont déclaré qu'ils ont reçu des ordres de l'armée de rester en territoire salvadorien", a déclaré RODRIGUEZ RUIZ.

Il a affirmé, aussi, qu'il y a huit semaines s'est produit au Honduras "un coup d'Etat silencieux", pendant lequel 75 officiers de l'armée ont été enlevés de leurs postes, quelques uns d'entre eux ont été mis à la retraite et d'autres ont été expulsés du pays et qu'à la conséquence de ceci s'est réaffirmé l'hégémonie du chef des forces armées le général Gustavo ALVAREZ. RODRIGUEZ RUIZ a ajouté qu'en reconnaissant le dernier week-end la collaboration de l'armée hondurienne dans les opérations antiguerrilleras au Salvador, le général ALVAREZ a admis indirectement sa responsabilité dans la régionalisation du conflit.

REACTIONS INTERNATIONALES FACE A L'INTERVENTION HONDURIENNE AU SALVADOR

Le journal "La Croix" du 13 juillet 1982 confirme que le chef des forces armées du Honduras, le général Gustavo ALVAREZ MARTINEZ, a admis avoir envoyé des troupes honduriennes en territoire salvadorien, au Morazan, avec l'autorisation du président Roberto SUAZO CORDOVA.

Le Parti Démocrate-Chrétien du Honduras a demandé au Congrès d'enquêter sur l'intervention d'unités honduriennes dans le conflit salvadorien.

Le législateur Efrain DIAZ a déclaré au plénarium législatif que les informations du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale -FMLN- du Salvador, sur la participation des troupes honduriennes aux combats contre la guérilla, exigent une enquête sérieuse.

Entre temps le Front d'Unité des Enseignants a annoncé qu'il réalisera des manifestations publiques, la semaine prochaine, pour exiger l'arrêt de l'intervention de l'armée hondurienne au Salvador. Le dirigeant du Front, M. Mauricio LOPEZ, a indiqué que "tandis qu'on nie aux enseignants la moindre amélioration des conditions du travail, l'armée dépense des millions de lempiras (monnaie nationale) en activités interventionnistes contre le peuple salvadorien".

M. Efrain DIAZ a affirmé que l'armée hondurienne a participé aux opérations de contre-insurgence au Salvador.

Pour sa part le Comité pour la Défense des Droits de l'Homme au Honduras a exigé à Tegucigalpa que le Congrès National ouvre une enquête sur l'intervention hondurienne, car, selon Ramon Custodio Lopez, Président de ce comité, le Congrès National est le seul à pouvoir autoriser l'entrée et sortie des troupes du territoire de ce pays centreaméricain, en accord avec les lois constitutionnelles.

*La Fédération Unitaire des Travailleurs Honduriens -FUTH- a lancé un appel à tous les secteurs populaires honduriens pour qu'ils commandent la participation des forces armées dans le conflit salvadorien.

*Le Front Patriotique Hondurien et les Fédérations d'Etudiants Universitaires et des Lycées ont aussi réproposé la participation ouverte de l'armée de leur pays contre le FDR-FMLN.

*A Mexico, des organisations du pays occupèrent pacifiquement l'ambassade du Honduras, protestant ainsi contre l'ingérence du gouvernement hondurien dans le conflit du Salvador. Les occupants demandent le retrait des troupes honduriennes.

*A Washington, plusieurs citoyens nord-américains occupèrent le 8 juillet l'ambassade hondurienne pour protester contre l'intervention de ce pays au Salvador et exigeant l'arrêt de l'aide militaire des Etats Unis au Honduras.

*A Panama, le Comité National de Défense de la Souveraineté et de la paix a organisé des manifestations contre l'ingérence hondurienne dans les affaires internes du Salvador devant les ambassades du Honduras et des Etats Unis.

NON AU PLAN NORD-AMERICAIN

Le commandant guerillero Juan Ramon Medrano -Baltia- a dénoncé que l'intervention militaire hondurienne au Salvador fait partie d'un plan échelonné dirigé par les Etats Unis.

Medrano signale dans un rapport spécial que l'actuelle administration nord-américaine a opté, après une analyse de la situation difficile de l'armée salvadorienne, pour insérer massivement les forces armées du Honduras et du Guatemala dans le conflit interne du Salvador.

Le projet U.S.A., dit-il, a commencé par l'entrée dans le département salvadorien du Morazan de deux mille soldats honduriens, dont le nombre a été porté à trois mille ces derniers jours. La direction stratégique du plan interventionniste a été donnée par le gouvernement de Ronald Reagan, au Général Wallace H. Nutting, commandant en chef du Commando Sud des Etats Unis, dont la base se trouve dans la zone du Canal de Panama.

Après avoir informé que le chef des opérations de ce commandement est le même qui dirige les actions conjointes salvadoriennes et honduriennes à Morazan, Medrano a fait savoir que ce haut officier s'était entretenu séparément avec le ministre de la Défense du Salvador, Général Garcia et avec le chef des Forces Armées du Honduras, Général Alvarez Martinez.

Le Haut Commandement salvadorien a envisagé l'emploi de napalm comme une des solutions de la crise militaire et il a souligné que des pilotes de la Force Aérienne salvadorienne reçoivent des entraînements intensifs dans une base U.S.A., dans l'ancienne zone du canal de Panama, pour se former dans l'usage massif de napalm.

D'autre part Medrano souligne que le Président Alvaro Magana s'est

le 29 juin dernier, au Guatemala, pour demander la coopération de la force aérienne de ce régime, afin de réaliser des opérations coordonnées contre le FMLN.

Il affirme que le plan en exécution a été élaboré par Washington après que ses stratèges soient arrivés à la conclusion qu'il y a une totale incapacité de la part de l'armée salvadorienne pour arrêter, à elle seule l'avance du FMLN.

La solution de ce problème ne réside plus seulement dans l'envoi d'avions, d'armes et de conseillers, ont compris les U.S.A., a-t-il dit et ils se rendent compte qu'une victoire militaire stratégique du FMLN pourrait effectivement avoir lieu dans cette situation.

La grave décision du gouvernement Reagan de faire intervenir les forces du Honduras et du Guatemala dans le Salvador compromet sérieusement la paix en Amérique Centrale et dans le Caraïbes.

ACCROISSEMENT DE L'AIDE MILITAIRE DES ETATS UNIS AU SALVADOR.

Les Etats Unis ont intensifié au cours des derniers mois les envois d'armement militaire au gouvernement salvadorien, en particulier des avions pour la lutte contre les rebelles.

Selon des chiffres de l'Institut des Etudes Politiques de Washington durant mai et juin, le gouvernement Reagan a envoyé au Salvador 12 hélicoptères type Huey pour remplacer les pertes des forces armées, durant l'attaque commando guérillero à l'aéroport d'Ilopango le 6 février dernier.

Ces appareils ont une capacité pour un pilote et entre 11 et 14 membres d'équipages, mitrailleuses calibre 30 sur les deux cotés et ils possèdent un dispositif spécial pour des bombes.

Il a aussi envoyé 8 jets de type Cessna A-37 B dragon-fly, pour lancer des opérations contre les guérillas depuis des pistes courtes et peu préparées. Ces appareils peuvent transporter et lancer des bombes de 870 KG. et des armes de petit calibre 7,62 mm. sur le fuselage.

Durant la même période, quatre Cessna P 24 sky master sont arrivés qui sont spécialisés dans la reconnaissance et peuvent réaliser des missions visuelles de reconnaissance, même la nuit, et servent à identifier des objectifs d'attaque, de marçage de cibles, coordination terreaire et évaluation des dommages des attaques.

Ils portent quatre dispositifs de bombes, des mitrailleuses 7,62 mm et des bombes allant de 500 à 870 KG.

L'équipement se complète avec quatre avions C-123 K pour le transfert des troupes, ces jets qui ne sont plus utilisés par l'armée des Etats Unis, peuvent transporter 58 soldats équipés et 54.000 livres de chargement.

Par ailleurs, la même source spécifie la distribution des 47 conseillers militaires dont la présence au Salvador est publiquement reconnue par le gouvernement U.S.A.

Cinq se trouvent dans l'équipe de l'ambassade U.S.A. à San Salvador chargée des travaux d'administration, intelligence et coordination et

deux autres se consacrent au maintien et réparation des équipements de communication - ils se trouvaient dans le système de communications par microondes que les forces guerrilleras viennent de détruire.

Un total de 25 conseillers se consacrent à entraîner de petits groupes de troupes spéciales destinées à la tristement célèbre brigade Atlacatl qui a perdu plus de 50% de ses effectifs - sur les 2.000 qui ont déjà été entraînés dans des affrontements contre la guerrilla.

Il y a aussi un technicien médical, cinq pour le maintien des hélicoptères, deux pour la manipulation et le maintien des équipements électroniques, trois entraîneurs d'ingénieurs des forces aériennes et de réparateurs de ponts et quatre de logistique.

On dit qu'il y a un nombre indéterminé de mercenaires recrutés par l'Agence Centrale d'Intelligence, mais on ne dit pas où ils sont ni quelles sont les fonctions spécifiques qu'ils réalisent.

Outre cela, le Président nord-américain a demandé au Congrès d'envoyer au Salvador 35 autres millions de dollars en aide militaire et 128 en aide économique.

L'aide militaire demandée par l'exécutif U.S.A. est distribuée de la manière suivante: douze millions pour l'amélioration de l'infanterie, cinq millions pour développer le commandement et le centre d'intelligence de San Andrés, cinq millions pour la fourniture de munitions, huit millions pour les unités d'appui.

Au total, pour l'année 1982-83, Ronald Reagan a demandé 61,3 millions de dollars pour l'aide militaire et 164,9 millions pour l'aide économique.

CROISSANTE COOPERATION MILITAIRE ENTRE LES ETATS UNIS ET LE HONDURAS.

La croissante coopération militaire entre les Etats Unis et les Honduras sera le sujet principal de l'ordre du jour de la visite du Président Hondurien, Roberto Suazo Cordova à Washington.

Un projet de loi, approuvé en première instance par le Sénat Nord-américain, concède 21 millions de dollars à la modernisation des aéroports militaires honduriens de Palmerola, Goloson et la Mesa, pour qu'ils puissent recevoir des avions tactiques nord-américains.

Le 6 mai dernier les deux gouvernements ont commencé un accord, comme annexe du programme d'assistance militaire, en vigueur depuis 1954, qui permet que des avions de la force aérienne des Etats Unis utilisent les bases du territoire hondurien.

Au cours du débat de ce sujet au Sénat, le congressiste pour Rhode Island, Clairkonne Pell, a averti que le projet impliquera encore davantage les Etats Unis dans la situation de l'Amérique Centrale.

"Cette action est comme un signal, envoyé au monde et notamment à l'Amérique Centrale et les Caraïbes, qui avertit que les Etats Unis préparent réellement une plus grande ingérence ou même une intervention militaire directe", a dit le Sénateur.

En justifiant la décision, le Sous-secrétaire de la Défense, Nestor Sanchez, a ajouté que les aéroports honduriens offriront des "moyens plus sûrs" que les actuels aéroports peuvent offrir, dans cette situation de guerre.

L'assistance militaire USA au Honduras a augmenté, notamment depuis 1980 de trois millions 600 mille dollars à 10 millions 700 mille cette

année et l'on prévoit que celle-ci atteindra, en 1983 la somme de 15 millions 300 mille dollars.

Ce fonds ne comprennent guère le séjour de plus de 90 conseillers et de berets verts au Honduras, ni la modernisation des aéroports, ou le prêt libre d'intérêts jusqu'en 1985 et dix hélicoptères "Huey".

L'année dernière, le deux pays ont réalisés des manoeuvres navales conjointes et des informations publiées à Washington revelent que le Honduras est la base d'une campagne, sous les auspices de l'agence centrale d'intelligence -CIA- qui y destine 19 millions de dollars pour renverser l'actuel gouvernement nicaraguayen.

Des sources diplomatiques et militaires, citées par le journal "The New York Times", ont également fait savoir que les membres des forces armées honduriennes, partisans d'un arrangement pacifique avec le Nicaragua et de une position de neutralité face au Salvador, sont en train d'être séparés de leurs postes et les éléments durs, qui appuient la politique agressive des États Unis dans la région, prennent leurs places.

DROITS DE L'HOMME.

Secours Juridique

Le secours juridique de l'archevêché de San Salvador a dénoncé que 231 personnes furent assassinées par les forces de sécurité salvadorienne dans le courant des deux premières semaines de juin.

L'institution a en outre signalé que les informations du Ministère de la Défense qui affirment que les victimes étaient des guerrilleros sont fausses, et elle a insisté sur les différentes sources et témoignages ecclésiastiques qui confirment l'existence de civils parmi les victimes.

Disparus

Le comité des mères et familiaux des prisonniers politiques, assassinés et disparus au Salvador a informé que l'on connaît toujours pas l'endroit de détention de 579 salvadoriens détenus au mois de juin.

Il a aussi signalé que son organisation reçoit, en moyenne, la dénonciation de 25 à 30 disparus, par jour.

Le comité des mères et familiaux "Oscar Arnulfo Romero" a pu détecter environ 600 prisonniers politiques, pouvant libérer seulement 15 personnes.

Mr. Reagan : "gardien des droits de l'homme au Salvador"

Le gouvernement de Ronald Reagan certifiera à nouveau, à la fin Juillet que le régime du Salvador fait respecter les droits de l'homme; afin de justifier l'assistance militaire nord-américaine dans ce pays.

La confirmation de cette nouvelle a été faite au journal "Washington Post" par un fonctionnaire du Département d'Etat, malgré l'opposition croissante, à Washington, lors d'une approbation similaire réalisée par Mr. Reagan au mois de Janvier.

D'après la loi qui règle le congrès nord-américain, tous les six mois le président doit ratifier le respect des droits de l'homme au Salvador - à travers d'un document signé- afin d'accorder l'assistance militaire à ce régime centre-américain.

Neanmoins, l'union nord-américaine pour les droits civils (ACLU) a dénoncée - d'après des documents obtenus par la loi de liberté d'information- que la ratification faite par Reagan en Janvier ne portait pas d'une analyse objective de la situation salvadorienne.

Actuellement, le gouvernement nord-américain vient de soumettre au Congrès une loi qui octroie 226 millions de dollars en assistance militaire pour l'année 1983 au régime du Salvador et qui doit se mettre en place au mois d'octobre prochain.

Les efforts du gouvernement pour convaincre les membres du Congrès s'accroissent au fur et à mesure qu'on approche le 28 Juillet, date limite, et lorsque le sénat a déjà voté un budget de 100 millions de dollars accordé au Salvador.

Dans une lettre adressée aux membres du Congrès, l'ACLU rappelle que le régime en vigueur au Salvador est responsable de la mort de plus de 30.000 civils dans les deux dernières années, ainsi que de l'utilisation de la torture auprès des prisonniers.

Croix Rouge

La Croix Rouge Internationale est en train d'étudier sa retraite du Salvador en signe de protestation pour l'assassinat systématique des guerrilleros prisonniers du régime, a dénoncé un document secret du Département d'Etat nord-américain.

A ce propos, le journal "Washington Post" informe que dans ce sorte de pratique d'élimination participent les forces armées salvadoriennes spécialement entraînées et équipées par les Etats Unis, telle la brigade "Ramón Bellosco".

Le message adressé aux autorités salvadoriennes propose l'établissement d'un système de retributions matérielles, qui encouragerait les soldats et les unités para-militaires à rendre vivants les prisonniers, au lieu de les assassiner.

Le document signé par l'ancien secrétaire d'Etat, Alexander Haig, annonce que le retrait de la Croix Rouge du Salvador porterait un coup dur aux intentions du Président Reagan d'obtenir l'approbation du Congrès pour ses plans concernant le Salvador.

Après l'information donnée par le "Washington Post", le Congrès nord-américain doit débattre sur un programme d'aide au Salvador. Pour obtenir l'accord du Congrès, Reagan manifestait la nécessité d'améliorer la situation des Droits de l'homme dans ce pays.

Andrés Balmer, fonctionnaire de la Croix Rouge, déclare, interrogé par un journal nord-américain au Salvador, que les officiers et soldats salvadoriens ont reconnu leur pratique d'assassiner de façon systématique les prisonniers faits dans le combat.

Il a souligné que toute décision concernant leur sortie du Salvador devait être prise dans leur siège principal à Genève.

LE COMITE DES DETENUS POLITIQUES DENONCE

Deux représentants du Comité des Detenus Politiques, Juan José Dalton et José Morales Carbonell, ont fait des déclarations sur la situation dans les prisons du Salvador. Les deux ont été détenus dans les prisons de la Police et de l'armée salvadorienne, où ils ont été torturés et attesté la participation d'officier nord-américains aux interrogatoires.

Ils ont également critiqué le refus de l'Ambassade des Etats Unis de leur octroyer des visas pour se rendre à Washington et y informer le Congrès sur ces situations, dont ils ont été témoins. Bien qu'ils aient été invités par des congressistes et des organisations religieuses et humanitaires des Etats Unis depuis le 26 juin dernier, on leur refuse les permis nécessaires pour voyager.

Dalton et Morales ont décrit en détail la situation d'illegalité absolue, à laquelle sont soumis les detenus politiques au Salvador et ont dit qu'on ne fait, actuellement, plus de prisonniers mais que ceux qui tombent aux mains du régime, sont exécutés immédiatement.

A ce propos, ils ont dit que sur les deux mille prisonniers, reconnus par les corps de sécurité, dans la période de 1980 à 1981, uniquement le sort de près de 20% d'eux est connu, soit près de 500 detenus qui se trouvent dans des centres pénitentiaires.

La majorité des detenus sont des étudiants, des employes publics des journalistes et des menageres, mais le secteur paysan, qui donne un grand appui à la guerrilla n'est pas représenté parmi les prisonniers, car ses membres sont assassinés aux lieux mêmes de leur arrestations, ont-ils affirmé.

Ils sont soulignés les problèmes qu'affronte le Comité de la Croix Rouge Internationale au Salvador, qui veut cesser ces opérations à cause des multiples obstacles que lui créent les organismes de repression.

Finalement Dalton et Morales ont lancé un appel à tous les organismes internationaux et institutions de défense des droits de l'homme pour qu'ils fassent les démarches nécessaires auprès les représentants du gouvernement salvadorien, afin que tous les detenus politiques soient mis en liberté.

SITUATION MILITAIRE

* Le FMLN ont perpétré un coup imprevu contre la Caserne Generale de la Brigade Speciale de l'Armée "Ramon Bellosa", entraînée aux Etats Unis. Cette attaque, effectuée avec des mortiers de 60mm et des lance grenades M-79 a été réalisées contre les barraques de la brigade installées dans les environs de la base aerienne d'Ilopango, dans la banlieue de la capitale salvadorienne.

* Les guerrilleros ont aussi attaqué une garde militaire qui surveille les accès au Pont du fleuve Canas, sur un troncon de la route du Nord et ont provoqué le deraillement d'un train militaire dans le canton Santa Gertrudis, département de San Vicente..

* Les troupes gouvernementales, ayant été envoyés dans le département de Morazan, ont commencé, d'autre part, à abandonner leurs positions, après l'echec de leur operation contre la guerrilla.

Radio Venceremos, voix officielle du FMLN, a dit que les troupes

que les troupes salvadoriennes ont commencé, depuis le 5 juillet à se retirer, après avoir subi 600 pertes, entre morts et blessés. Le Haut Commandement de l'armée a concentré dans le département de Morazán près de six mille soldats et 2000 autres de l'armée hondurienne, qui ont participé à l'opération contre le FMLN.

* Le FMLN a pris le contrôle de trois localités du département de Chalatenango et a causé la mort de 61 effectifs gouvernementaux, y compris un lieutenant, 38 soldats et 22 membres de la garde rurale. Les localités contrôlées par les guerrilleros, sont Ojo de Agua, El Carrizal et El Jicaro, où le régime a annoncé avoir dépeché de nombreux effectifs.

* Quinze soldats de l'armée salvadorienne furent tués depuis ces derniers jours, comme résultat des actions rebelles dans le département de San Vicente au centre du pays. Selon la radio "Farabundo Martí", parmi les tués figurent un sergent et un caporal des forces armées et un vaste arsenal a été récupéré par la guerrilla.

* Des nouveaux combats ont été enregistrés dans les localités de la périphérie de la capitale. Des harcèlements et des attaques contre les casernes et des garnisons de l'armée dans les localités de Soyapango, Cuscatancingo et Tonacatepeque ont été reportés par le FMLN.

* La guerrilla garde aussi le contrôle sur le tronçon de la route littorale, deuxième en importance dans le pays, entre les cantons Gualaca et los Llanitos, dans le département de San Miguel.

* Le FMLN, dans un rapport militaire, précise que durant le premier semestre de l'année, la guerrilla a fait mille 957 pertes au régime - entre morts et blessés - au cours de 160 embuscades et attaques faites dans des régions où on a fait prisonniers 53 officiers et soldats, y compris le Vice-Ministre de la Défense, colonel Adolfo Castillo.

* Radio Venceremos a retransmis les nouvelles déclarations de Castillo, prisonnier de la guerrilla depuis le 19 juin selon lesquelles il se trouve en bonne santé et reçoit un juste traitement. D'autre part trois soldats prisonniers, capturés le 28 juin à Suchitoto dans le département de Cuzcatlan ont reconnu la force du FMLN à Guazapa située à 34 Km de la capitale. José Manuel Rivas Zepeda, Roberto Estrada Molina y José Herrera Monterrosa ont déclaré à la radio rebelle qu'ils sont traités d'accord à la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre.

SITUATION REGIONALE

UN NOUVEAU PACTE POLITICO-MILITAIRE EN AMERIQUE CENTRALE

Les Ministres des Affaires Etrangères de quatre pays centre-américains ont ratifié formellement l'existence d'un nouveau pacte politico-militaire, dans la région centre-américaine, en formulant une déclaration conjointe contre le Nicaragua.

Au terme d'une réunion de deux jours, à San Salvador, les ministres des affaires étrangères du Costa Rica, du Honduras et du Salvador ont accepté le Guatemala comme nouveau associé de la dite Communauté Démocratique Centre-américaine.

La déclaration rendue publique, responsabilise le Nicaragua de la situation explosive de l'Amérique Centrale. Selon le Ministre costaricien, Fernando Volio Jimenez, il y aurait une conspiration marxiste qui s'étendrait aussi à d'autres régions des Caraïbes, raison pour laquelle

on invité les pays de cette région, dont les noms n'ont pas été donnés à se joindre à ce pacte.

Selon les spécialistes en la matière, la dite Communauté Démocratique est un relance du Conseil de Défense Centre-américain -CONDECA- qui avait également été inspiré par les Etats Unis et dont les principes sont tombés en crise après la chute de la dictature d'Anastasio Somoza en 1979.

Le caractère militaire et réactionnaire de la nouvelle organisation a été souligné à Managua par le Ministre des Affaires Etrangères par Interim du Nicaragua Victor Hugo Tinoco, qui a rappelé que la réunion de San Salvador a exclu le Nicaragua, le Panama et Belize, pays où il y a vraiment une politique démocratique.

Tinoco a qualifié de ridicules les accusations, selon lesquelles il y aurait un surarmement dans son pays et a signalé que ceci était le cas au Salvador, où de dizaines de millions de dollars sont consacrés à une guerre contre le peuple et au Honduras, qui ne reçoit pas seulement des conseillers militaires étrangers, mais modernise et modifie ses aéroports militaires pour le mettre à disposition des Etats Unis.

Par ailleurs le Ministre de la Défense du Nicaragua, Humberto Ortega a mis en garde contre le danger d'une régionalisation du conflit au Salvador, si l'intervention militaire étrangère n'est pas arrêtée dans ce pays. Il a défendu en même temps, le droit de la révolution sandiniste de s'armer.

"Nous continuerons à revendiquer non seulement le droit de nous défendre, mais aussi de nous procurer les armes que nous considérons comme les meilleures et les plus nécessaires pour mettre en pratique notre droit sacré de nous défendre" a dit le dirigeant nicaraguayen.

"Alors qu'on accuse faussement la révolution sandiniste de s'armer de façon exagérée, les Etats Unis renforcent militairement le Salvador, le Guatemala et le Honduras, qui forment le dit triangle du Nord". " Et en même temps Washington essaie de renforcer la dite "Communauté Démocratique Centre-Américaine" et il a révélé, que les Etats Unis réaliseront, en octobre prochain dans la région, les manoeuvres Halcon Vista, similaires à celles réalisées l'année dernière avec le Honduras, devant la côte atlantique.

Le Ministre de la Défense a souligné le sombre panorama de l'Amérique Centrale à cause de la politique des Etats Unis, pays qu'il a rendu responsable de cette situation.

DECLARATIONS DU PRESIDENT ROYO SUR L'INTEGRATION CENTRE-AMERICAINE

Le Président Aristides Royo, a réitéré que le Panama est en faveur de la création d'une entité centre-américaine, qui regroupe tous les pays ayant les mêmes intérêts.

"Nous avons toujours cru dans l'union des peuples, mais sans aucune exclusion", a affirmé le chef d'Etat en réponse à une question concernant la dite "Communauté Démocratique Centre-américaine, et de laquelle sont exclus le Panama, le Nicaragua et Belize.

Royo -qui a dit la semaine dernière à des dirigeants de la Fédération Latino-américaine des Journalistes (FELAP), que la CDC était une flèche dirigée contre le cœur du Nicaragua- trouve que c'est la responsabilité des peuples de travailler et de faire des efforts pour atteindre ce but.

Quant à sa récente entrevue avec le chef du régime du Salvador Alvaro - Magaña, il a dit qu'elle avait porté sur des sujets relatifs aux pays de l'Amérique Centrale, notamment le Salvador. Selon Royo, la situation que traverse ce pays " doit être surmontée par les salvadoriens eux mêmes".

Selon des milieux officieux affirment que le chef d'Etat panaméen aurait répondu, en rapport d'une possible adhésion du Panama à la CDC qu'aucun pays ne devait être exclu d'une communauté centre-américaine.

LE MEXIQUE POUR UNE POLITIQUE DE SOLIDARITE AVEC L'AMERIQUE CENTRALE.

Le Mexique a reiteré son souhait d'arriver à trouver un accord de paix "permanent, juste et solide" au Salvador, et sa decision de nouer de liens d'amitié et cooperation avec le Nicaragua.

"Nous ne souhaitons pas que le Salvador aie le gouvernement qu'il a en ce moment qu'est entrain d'imposer sa volonté sur une population qui est ressentie et resistente", a déclaré le Secrétaire des Relations extérieures, M Jorge Castañeda, dans une interview accordé au hebdomadaire nord-américain "Newsweek".

"Nous avons prêté assistance au Nicaragua dans toutes ses formes, pratiquement, après la victoire de la revolution Sandiniste et nous essayerons de maintenir inalterable notre soutien" a ajouté Castañeda.

Le Ministre de relations extérieures a souligné la decision du Président Jose Lopez Portillo de promouvoir activement une politique de solidarité avec l'Amérique Centrale pendant son mandat qui doit conclure le 1er Decembre prochain.

Par ailleurs, le nouveau Président élu, Miguel de la Madrid Hurtado a souligné ses inquietudes vis à vis de la paix dans la région centre-américaine.

Dans une conference pour les journalistes étrangers, de la Madrid a admis explicitement qu'il a eu des divergences d'opinion entre les politiques extérieures du Mexique et des Etats Unis envers le Nicaragua.

Il a dit, en même temps, que le Mexique doit continuer à appuyer les efforts des peuples latinoamericains pour "determiner leur propre destin", et rejeter "les interventions militaires et politiques dans les affaires internes du Nicaragua".

"Le Mexique a tout intérêt à préserver la paix", a t il dit" de même que la detente et la cooperation dans la région et c'est pourquoi, il continuera de faire tout son possible pour arriver à la communication entre les Etats Unis et Cuba".

"PRESSIONS DES ETATS UNIS SUR LE MEXIQUE"

Les Etats Unis exercent des pressions sur le Mexique pour que le prochain Président abandonne la politique implantée par Jose Lopez Portillo, à l'égard de l'Amérique Centrale et les Caraïbes, dénonce le journal "Excelsior".

Dans une longue analyse, l'experte en politique, Manuel Buendia, avertit qu'un autre objectif des pressions nord-américaines est obliger le Mexique a s'ouvrir encore davantage aux investissements des Etats Unis et de donner de plus gros avantages à ces derniers.

L'Ambassadeur John Gavin, ajoute l'article, met en pratique des ordres de son gouvernement pour exercer des pressions sur le Nouveau

Président élu et selon un haut fonctionnaire mexicain, cité dans l'article il n'y a pas de doute que la pression commerciale nord-américaine soit une réponse à la politique extérieure du Mexique.

L'influent analyste politique révèle que l'ambassadeur Gabin a voulu réunir chez lui tous les hauts représentants du patronat mexicain et ceux ayant assisté ont reçu la mise en garde que "si le Mexique ne changeait pas sa politique extérieure, vis à vis de l'Amérique Centrale, ils ne devraient plus s'attendre à des accords favorables avec les Etats Unis en matière de commerce.

Un dirigeant d'entreprises, interviewé par Buendia, signale que les Etats Unis sont notamment inquiets à l'égard de l'orientation politique de Lopez Portillo, vis à vis de l'Amérique Centrale et il a essayé de mettre Miguel de la Madrid en garde dans le sens qu'il ne pourra quere continuer pendant longtemps cette politique, sans risquer un grave desequilibre dans le commerce et les finances.

"LA POLITIQUE EXTERIEURE DES ETATS UNIS VIS A VIS DE L'AMERIQUE LATINE A ETE EQUIVOQUE DEPUIS LONGTEMPS"

Le Ministre de la Défense du Venezuela, le General Vicente L Narvaez Churion s'est prononcé en faveur du maintien des relations avec tous les gouvernements, au même temps il a ratifié que son pays ne participera pas aux manoeuvres navales "UNitas 82".

Dans des déclarations faites à "EL Diario de Caracas", le nouveau ministre de la Defense a signalé que " la politique extérieure des Etats Unis vis à vis de l'Amérique Latine a été équivoque depuis longtemps".

Narvaez Churion a signalé que "Washington a oublié jusqu'a quel point les engagements l'attachaient à l'Argentine, avec la position qu'il a pris vis à vis du conflit des îles Malouines"

"L'eloignement actuel entre l'Amérique Latine et les Etats Unis subira des transformations de la même façon que Washington pourra modifier sa politique face à la région", a-t-il indiqué.

Il a ratifié que le Venezuela ne participera pas aux manoeuvres navales que les Etats Unis réalisent une fois par an, decision partagée par le BRESIL et l'Equateur.

"Le régime politique, aujourd'hui au Venezuela, permet la distension avec n'importe quel gouvernement, qu'elle que soit son ideologie" a déclaré Narvaez en répondant à une question sur al possible normalisation des relations avec Cuba. "Le Venezuela doit avoir des relations avec tous les pays sur les bases de l'autodetermination, la souveraineté et sans qu'il aie lieu à des interventions où à des pretensions colonialistes", il a conclu.
